



REQUISITION A EXPERT ET PRESTATION DE SERMENT

L'an mil neuf cent *inquante-huit* le.....*19*.....jour du
mois de *mars*.....

Nous, *Dr. Zetter, Luc, D. H.*

~~Officier du Ministère Public près le Tribunal de~~
~~Officier de Police Judiciaire en Territoire de~~ *M. B. 7.28*

~~Première Instance d'Usumbura résidant à~~

Requérons Monsieur *le... docteur... Desport... médecin*
à Kibungu

de nous prêter son ministère comme médecin dans l'affaire à charge du nommé *M. Dupuis*

R.M.P.N*

Nous lui avons donné comme mission :

*pour la victime MUYE-
KULE*

- ① *la description des blessures*
- ② *la gravité des blessures et leur suite éventuelle*
- ③ *la durée d'incapacité totale temporaire ou éventuellement la durée de l'incapacité partielle temporaire*
- ④ *le taux définitif de l'invalidité*

L'Expert requis a accepté cette mission et avant de l'accomplir a prêté le serment suivant : "Je jure d'accomplir ma mission et de faire mon rapport en honneur et conscience".
De tout quoi nous avons dressé le présent Procès-Verbal.

L'Expert requis,

~~L'Officier du Ministère Public,~~
~~L'Officier de Police Judiciaire,~~

P.V. 211/LD.-

PRO JUSTITIA.

L'an mil neuf cent cinquante huit, le dixième jour du mois de juin, devant Nous DE ZUTTER Luc Robert Hubert, Officier de Police Judiciaire à compétence générale à Kibungu, nous y trouvant, comparait le nommé Omari bin Tembo, fils de Tembo (+) et de Zura (e.v.) originaire de la colline Nyarugenge même s/chefferie, chefferie Bwanacyambwe, Territoire de Kigali, résidant à la cité indigène de Nyamirambo, s/chefferie Nyarugenge, chefferie Bwanacyambwe, Territoire de Kigali, race : muhutu des abasindi, profession : chauffeur, état civil : marié, père de 6 enfants, qui répond comme suit à nos questions:

Q. Est-ce que vous avez une parcelle à Karemba ?

R. Pour le moment non, j'ai^{eu} une parcelle jusqu'an juin 56.

Q. Est-ce qu'il y avait un gérant dessus ?

R. Non.

Q. Au début de 1956 n'aviez-vous pas des employés ?

R. Non.

Q. Savez-vous que FONCOLIN vous poursuit pour le fait de ne pas avoir versé la cotisation pour l'exercice 1956 - 57 et 1957/58 ?

R. Oui.

Q. Le Ministère public vous inflige une amende transactionnelle de 200 frs pour manque d'obligation de votre part - êtes-vous d'accord de payer ?

R. Non, vu que je n'ai jamais eu un employé dans mon service.

Le comparant,
(sé)

Je jure que le présent procès-verbal
est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire,
DE ZUTTER L.,